



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Février 2021

Focus

**Impact de la crise sur la situation financière et
le financement des entreprises**

Principaux résultats

Trésorerie

La trésorerie des PME / TPE s'est améliorée au cours des 3 derniers mois et **la situation de trésorerie n'a jamais été perçue aussi positivement par les chefs d'entreprise depuis le lancement de l'enquête. Leurs prévisions de trésorerie se redressent aussi.** 55 % des PME s'attendent à une stabilisation de leur situation de trésorerie, tandis que 36 % redoutent une détérioration de celle-ci, mais elles étaient 46 % dans ce dernier cas fin octobre. La détente des délais de paiement contribue probablement à cette amélioration.

Investissement

Les intentions d'investissement des PME / TPE rebondissent en ce début d'année. 55 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir cette année, soit un niveau comparable à celui observé un an plus tôt. Cette proportion était de seulement 41 % en fin d'année dernière (pour 2020). Si 34 % des dirigeants anticipent une baisse de leurs dépenses d'investissement cette année, cette proportion est bien moindre qu'en octobre (48 %). 24 % d'entre eux anticipent en revanche de les augmenter (14 % en octobre et 26 % il y a un an). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent de loin le principal motif de ces dépenses, suivi par l'introduction de nouveaux produits ou services. La motivation « environnementale » de l'investissement est au plus haut.

Accès au crédit

Malgré un léger durcissement, les conditions d'accès au crédit restent aisées, en particulier en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante: 16 % des chefs d'entreprise déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse sur un trimestre mais en deçà du niveau observé il y a un an, et 18 % pour leurs investissements, une proportion en légère hausse sur un an.

Freins à la croissance

Les perspectives de demande dégradées sont le principal frein à la croissance des PME / TPE. Elles sont citées par 50 % des dirigeants. Ce frein s'est toutefois un peu desserré (il était cité par 60 % d'entre eux fin octobre). Les difficultés de recrutement viennent ensuite. Elles sont citées par 38 % des dirigeants. La concurrence pèserait un peu plus fortement sur la croissance ce trimestre que lors du précédent (32 % après 29 %). Le niveau des fonds propres est perçu comme un frein à l'activité pour 17 % des dirigeants, une proportion assez stable.

Crise et financement

Bien qu'en progression, la part de PME / TPE qui ont mobilisé la quasi-totalité du PGE reste limitée (23 %). Près de 70 % n'y ont toujours pas ou peu touché. Le recours était motivé principalement par la constitution de liquidités de précaution. **59 % des entreprises ayant obtenu ce prêt utiliseraient la durée maximum pour le rembourser, soit 6 ans.** 9 % pensent le rembourser intégralement dès 2021. **8 % des dirigeants de PME / TPE redoutent un non-remboursement du PGE, une proportion en accroissement régulier.** Plus de la moitié des dirigeants reportent une augmentation du niveau d'endettement de leur entreprise au cours de la crise. Cette augmentation a été supérieure à 50 % pour 15 % d'entre eux. C'est également **plus de la moitié des dirigeants qui jugent que l'endettement de leur entreprise n'exerce pas de contrainte pour engager la reprise.** Ils sont encore **53 % à reporter une stabilité ou une progression du niveau de fonds propres de leur entreprise.** Les fonds propres auraient cependant chuté de plus de 50 % dans le cas de 10 % des PME / TPE. 16 % des dirigeants jugent insuffisant le niveau de leurs fonds propres pour permettre un développement de leur entreprise mais 45 % estiment qu'il ne constitue pas un frein. 41% des dirigeants de PME / TPE se disent prêts à ouvrir leur capital pour financer un projet important. Ils le feraient prioritairement auprès d'un nouvel associé.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

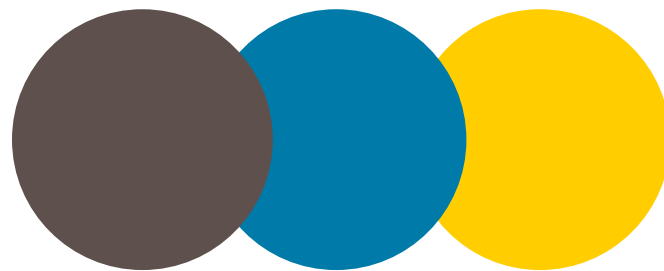
02. Focus - Impact de la crise sur la situation financière et le financement des entreprises

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

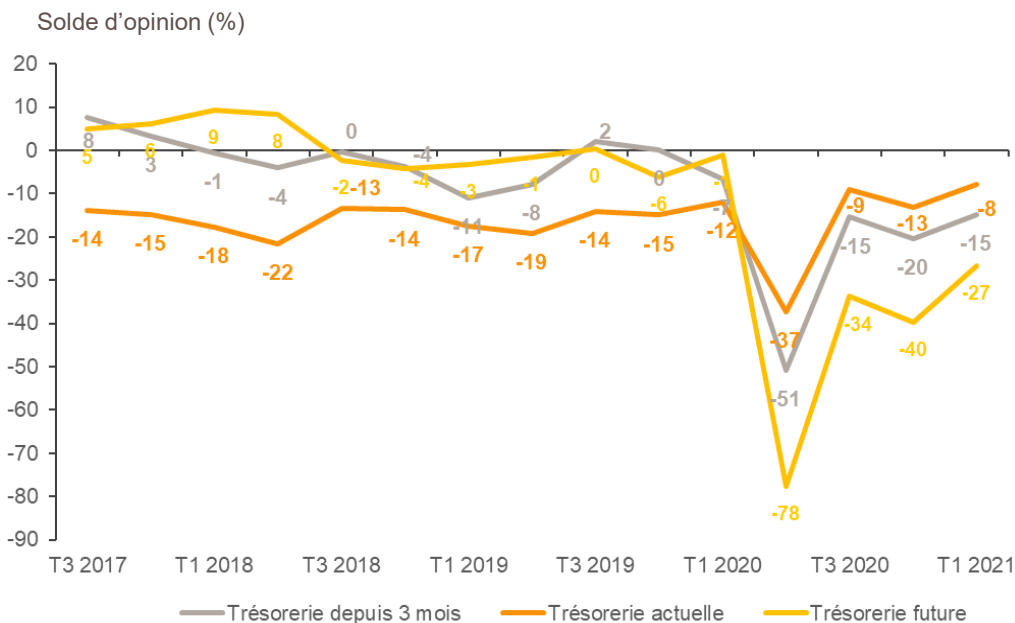
Résultats de l'enquête



Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'appréciation de la situation de trésorerie des PME / TPE est à un point haut. L'indicateur gagne 5 points sur le trimestre et s'inscrit même au plus haut niveau relevé depuis le lancement de l'enquête en 2017.

Cette appréciation positive tient notamment à une évolution plus favorable de l'indicateur de tendance de la trésorerie au cours des trois derniers mois. S'il reste sensiblement inférieur à son niveau pré-crise, il a gagné 5 points depuis le dernier trimestre.

Les craintes de dégradation de la trésorerie apparues fin 2020 ne se sont pas matérialisées. Elles tendent à se dissiper : **l'indicateur relatif à la trésorerie future se redresse nettement** (+13 pts sur le trimestre). Une majorité de PME/TPE (55 %) s'attendent à une stabilisation de leur situation de trésorerie tandis que 36 % anticipent une détérioration de celle-ci (elles étaient 46 % dans ce cas fin 2020). 9 % anticipent une amélioration.

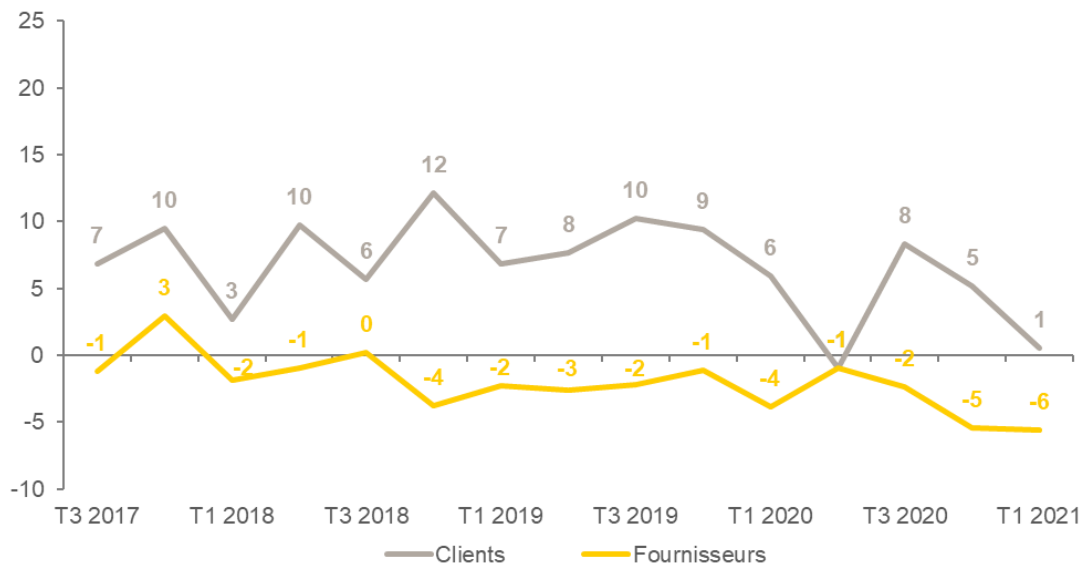
👉 Malgré le contexte actuel de crise sanitaire et de mesures restrictives (couvre-feu notamment), la situation de trésorerie des PME / TPE fait preuve de résilience.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients poursuit son amélioration au 1^{er} trimestre 2021. 71 % des dirigeants d'entreprise jugent que ces délais sont stables, 15 % qu'ils sont en augmentation et 14 % qu'ils reculent.

Les délais de règlement vis-à-vis des fournisseurs reculeraient très légèrement. A 3 %, la proportion de chefs d'entreprise qui relèvent une hausse de ces délais s'établit au plus bas niveau depuis le lancement de l'enquête.

👉 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients ayant reculé de façon plus prononcée que celui relatif aux fournisseurs, le « solde commercial »* subi par les PME/TPE s'améliore (-5).

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

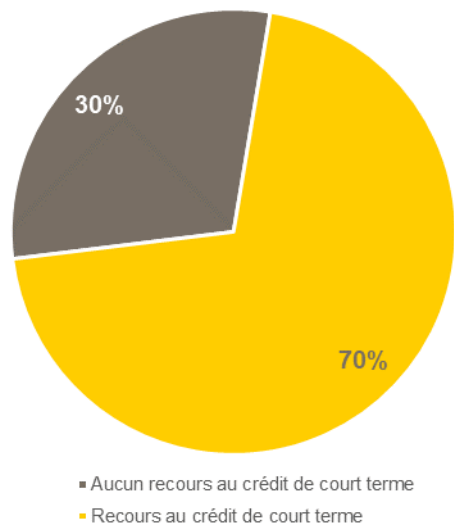
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, 70 % des PME/TPE ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en baisse sur un an (73 % au T1 2020) et par rapport à l'enquête précédente (73 %).

% des répondants



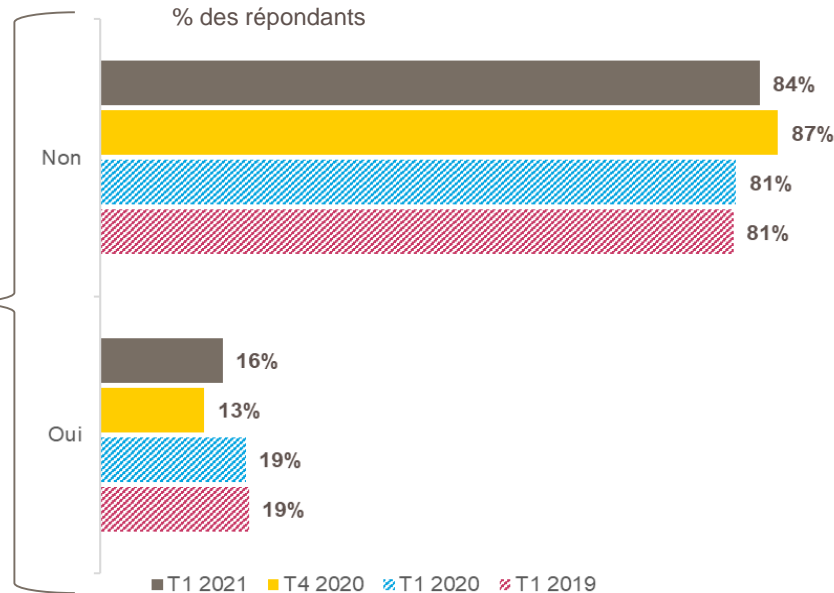
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 16 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant. Cette proportion est en augmentation sur un trimestre mais reste en deçà du niveau observé il y a un an.

👉 La dernière enquête de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit confirme que les crédits de trésorerie restent très accessibles pour les PME/TPE ces derniers mois*.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

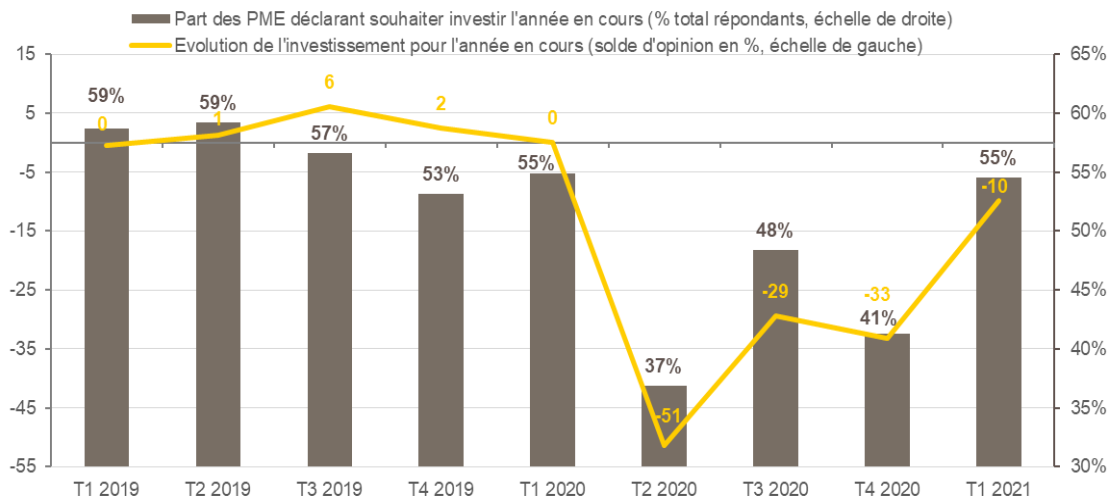
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 1^{er} trimestre 2021, 55 % des dirigeants de PME/TPE déclarent souhaiter investir cette année, une proportion en nette hausse sur un trimestre (+14 points) et similaire à celle relevée au 1^{er} trimestre 2020 avant le confinement*.

Le solde faisant état de l'évolution des dépenses d'investissement se redresse substantiellement sur un trimestre (-10 après -33) : 34 % des entreprises anticipent une baisse de leurs investissements et 24 % prévoient une hausse de ceux-ci. Ce solde d'opinion demeure en deçà du niveau observé un an auparavant (juste avant la crise, il était alors à 0).

👉 **Ces résultats vont dans le sens d'un rebond de l'investissement des entreprises en 2021.** Ils sont cohérents avec les résultats de l'enquête Insee auprès des seuls industriels**. Ceux-ci tablent sur une forte reprise de leurs investissements dans l'ensemble des secteurs industriels (+ 10 % en 2021) à l'exception du secteur de la fabrication de matériel de transport, où le rebond serait bien moins marqué.

01. Résultats de l'enquête

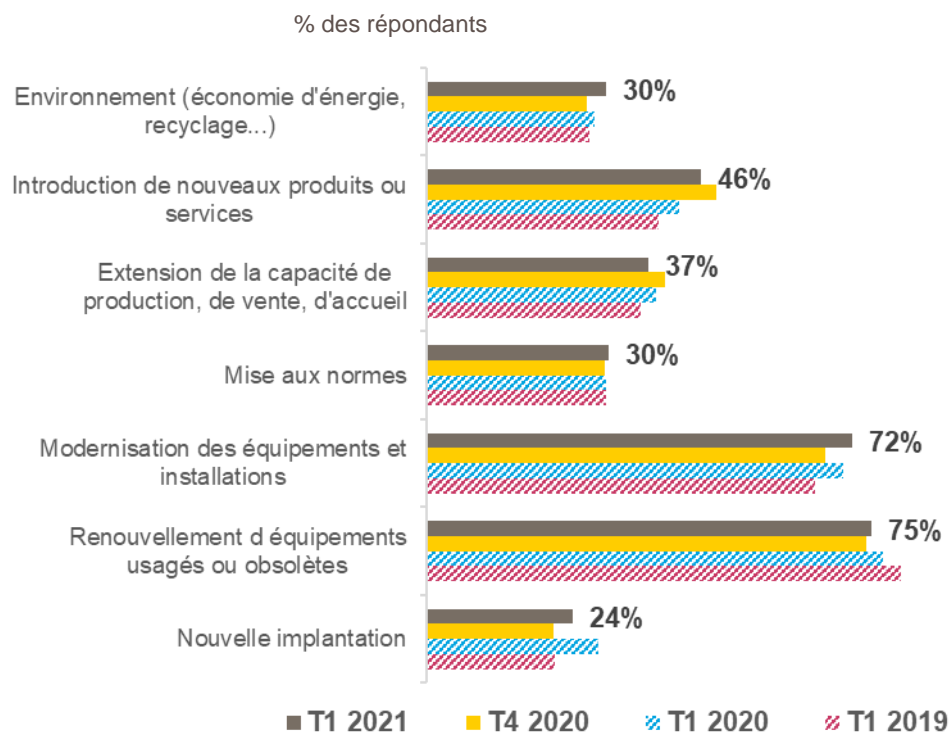
* La période d'interrogation s'était étendue du 3 février au 12 février 2020.

** Enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie - janvier 2021, Insee

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2021

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour l'année 2021, les dépenses d'investissement seraient essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations (respectivement cités par 75 % et 72 % des PME/TPE déclarant investir, des proportions en hausse sur un trimestre).

Le troisième motif cité est l'introduction de nouveaux produits ou services, en baisse sur un trimestre mais en hausse sur un an (46 % contre 42 % au T1 2020). Une raison de cette évolution peut résider dans la volonté des entreprises de développer des solutions nouvelles en réponse à la crise de la Covid-19 et aux restrictions sanitaires imposées pour faire face à cette dernière (ex. digitalisation).

Si l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représente de nouveau une part importante des budgets d'investissement (37 %), elle s'affiche en recul sur un trimestre comme sur un an (40 % au T4 2020, 39 % au T1 2020).

A noter que le motif environnemental rebondit ce trimestre (30 % après 27 % et 28 % au T1 2020), enregistrant la proportion la plus élevée depuis le lancement de l'enquête.

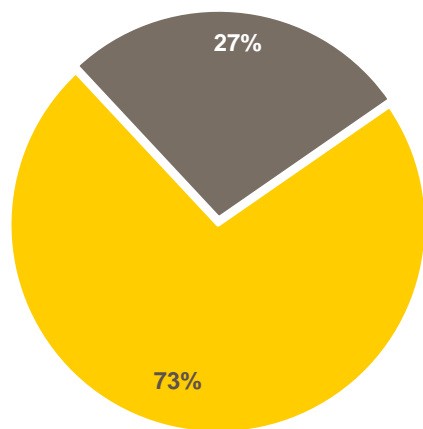
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

73 % des PME/TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2021 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en nette diminution sur le trimestre (78 % au T4 2020) comme sur un an (81 % au T1 2020).

% des répondants



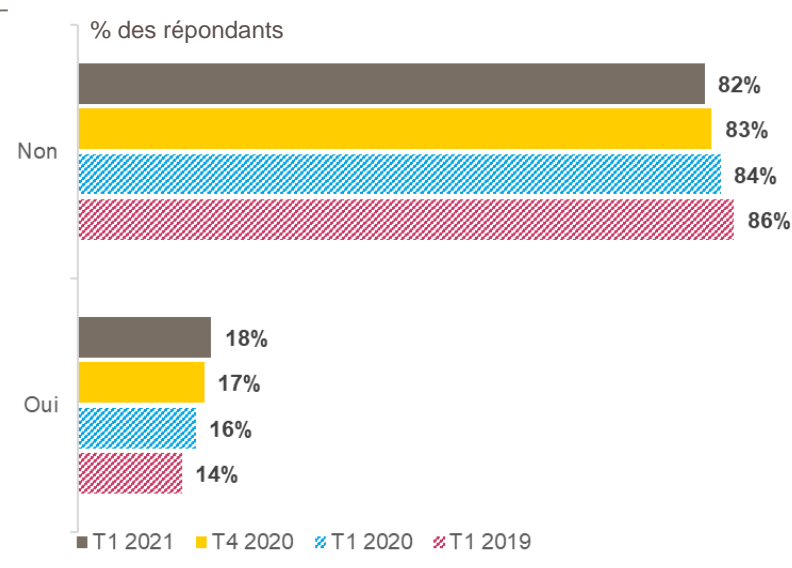
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2021
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 18 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion relativement faible. Cette proportion est néanmoins en légère progression par rapport au trimestre précédent et sur un an (17 % au T4 2020 et 16 % au T1 2020).

👉 L'enquête suggère un léger durcissement des conditions d'accès au crédit d'investissement, qui restent néanmoins plutôt favorables pour les TPE/PME.

% des répondants

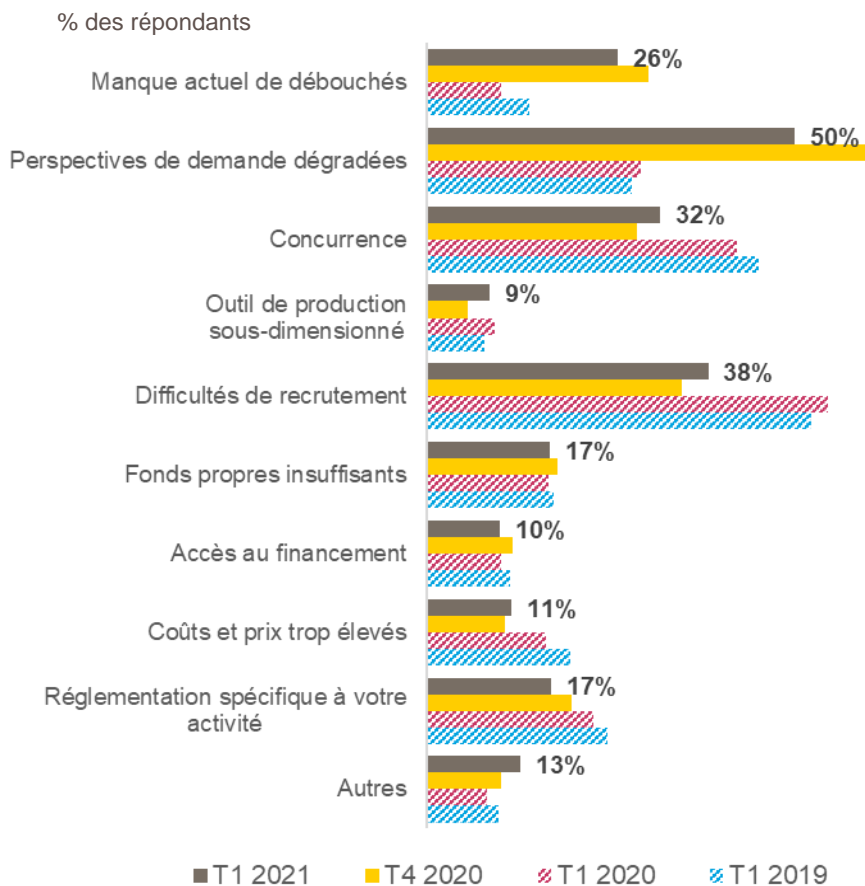


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2021
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les perspectives de demande dégradées demeurent le principal frein à l'activité. Elles sont citées par 50 % des chefs d'entreprise. Ce frein s'est desserré par rapport au trimestre précédent (il était alors cité par 60 % des chefs d'entreprise).

En deuxième position, les difficultés de recrutement sont citées par 38 % des chefs d'entreprise sondés, une proportion en hausse sur le trimestre mais toujours en net recul sur un an (35 % au trimestre précédent et 55 % un an plus tôt).

Le niveau de concurrence reste un frein fréquemment cité par les dirigeants même s'il l'est moins qu'il y a un an (32 % d'entre eux ce trimestre contre 42 % il y a un an). La réglementation pèserait moins sur l'activité des PME (17 % contre 23 % il y a un an).

L'insuffisance de fonds propres et les difficultés d'accès au financement sont des freins moins fréquemment cités et par une proportion plutôt stable de chefs d'entreprise (citées par respectivement 17 % et 10 % des PME). Les coûts et prix trop élevés apparaissent également comme un frein de second ordre.

02.

Focus – Impact de la crise sur la situation financière et le financement des entreprises



Impact de la crise sur le financement des entreprises (1/6)

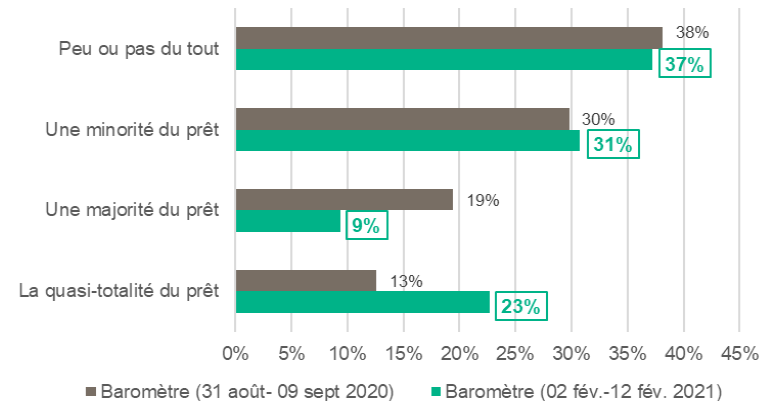


- Avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter une demande de Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?
- Quelle motivation a présidé à votre demande de PGE ?

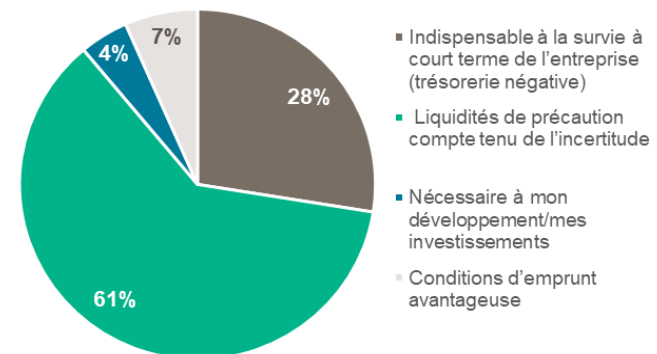
La constitution de liquidités de précaution est la principale motivation à la demande de PGE au regard de la forte incertitude économique (motivation citée par 61 % des PME/TPE ayant demandé un PGE). 28 % des chefs d'entreprise sondés ont demandé le prêt pour assurer la survie à court terme de leur entreprise. 7 % déclarent avoir saisi l'opportunité du caractère avantageux des conditions d'emprunt du PGE.

À ce stade, les fonds obtenus dans le cadre des PGE restent relativement peu mobilisés par la majorité des PME/TPE. 68 % de celles qui ont bénéficié d'un PGE déclarent avoir utilisé qu'une minorité du montant ou ne l'ont pas mobilisé du tout. Cette proportion est stable par rapport à septembre 2020. La part des dirigeants qui font état d'une utilisation quasi-totale est en nette progression à 23 % (+10 points depuis septembre).

Montant de PGE déjà utilisé



Motivation à la source de la demande de PGE



61%
des PME ayant demandé un PGE l'ont fait pour constituer des liquidités de précaution

68%
des PME ayant obtenu un PGE ont utilisé une minorité du prêt ou ne l'ont pas encore mobilisé du tout

Base : PME ayant demandé d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Impact de la crise sur le financement des entreprises (2/6)



- Si vous avez obtenu un PGE, à quelle échéance envisagez-vous de le rembourser ?
- Sur quelle durée supplémentaire comptez-vous amortir votre PGE ?
- La possibilité de reporter à deux ans l'échéance de remboursement annoncée par le gouvernement vous conduit-elle à modifier les échéances de remboursement que vous anticipiez ?

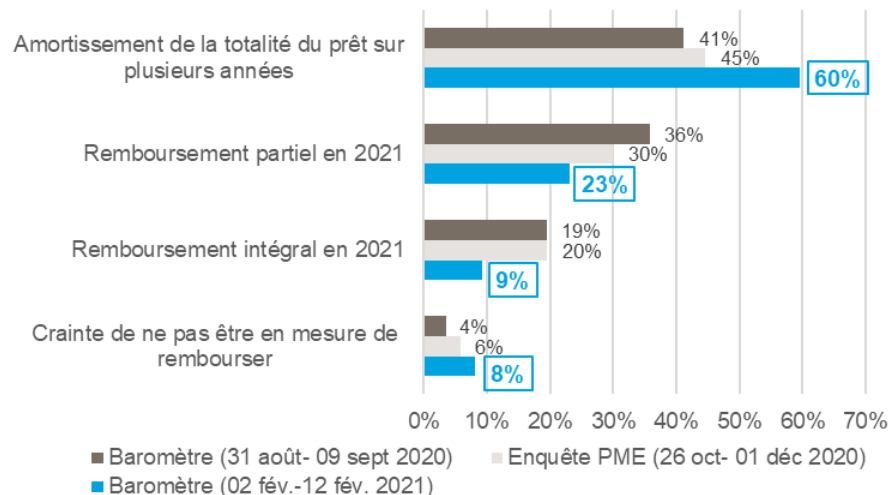
Une nette majorité de chefs d'entreprise envisagent d'amortir la totalité de leur PGE sur plusieurs années (60 %). Cette proportion est en nette augmentation (41 % en septembre 2020). 23 % envisagent de le rembourser partiellement en 2021 (contre 36 % en septembre dernier), et seulement 9 % des PME/TPE prévoient de le rembourser intégralement dès 2021, soit une baisse de 10 points par rapport à septembre.

Parmi les dirigeants ne prévoyant pas de rembourser intégralement leur PGE en 2021, **72 % prévoient d'utiliser la durée maximum** pour le faire, c'est-à-dire 6 ans (soit 59 % des PME ayant obtenu un PGE).

La part des dirigeants qui déclarent craindre de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE est en constante progression. Elle atteint **8 %** ce trimestre.

À noter que la possibilité d'obtenir un différé d'un an supplémentaire pour commencer à rembourser le PGE aurait conduit 65 % des dirigeants à modifier le planning de remboursement qu'ils anticipaient.

Remboursement envisagé du PGE



60%
des PME ayant obtenu un PGE envisagent de l'amortir sur plusieurs années

8%
des PME ayant obtenu un PGE craignent de ne pas pouvoir le rembourser

Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Impact de la crise sur le financement des entreprises (3/6)



- Diriez-vous que, au cours de la crise, l'endettement de votre entreprise sous toutes ses formes :
- Estimez-vous que le niveau d'endettement de votre entreprise exerce une contrainte pour aborder la phase de reprise en cours et les éventuels projets de développement ?

42 % des dirigeants de PME/TPE estiment que le niveau d'endettement de leur entreprise demeure stable ou a reculé au cours de la crise. À l'inverse, plus de la moitié (55 %) des chefs d'entreprise sondés attestent d'un accroissement de celui-ci. Ce chiffre est néanmoins à relativiser compte tenu du fait que 68 % des PME ont utilisé une minorité du montant de leur PGE ou ne l'ont pas entamé. 23 % font état d'une hausse de l'endettement de leur entreprise comprise entre 5 % et 20 %, 17 % témoignent d'une hausse plus soutenue comprise entre 20 % et 50 %. **Ils sont 15 % à faire état d'une progression de leur endettement supérieure à 50 %.**

14 % des dirigeants estiment que le niveau d'endettement de leur entreprise exerce une contrainte forte pour aborder la reprise et les éventuels projets de développement. Cette contrainte est jugée modérée par 27 % d'entre eux et **plus de la moitié (54 %) jugent cette contrainte inexistante.**

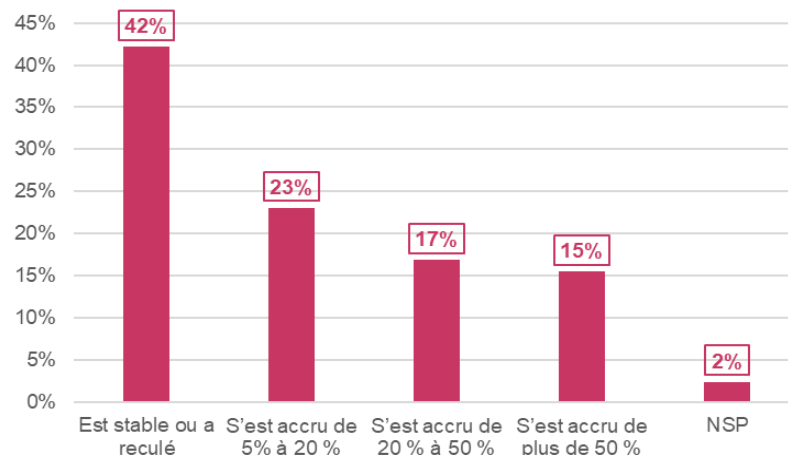
55%

des PME déclarent que leur endettement s'est accru au cours de la crise

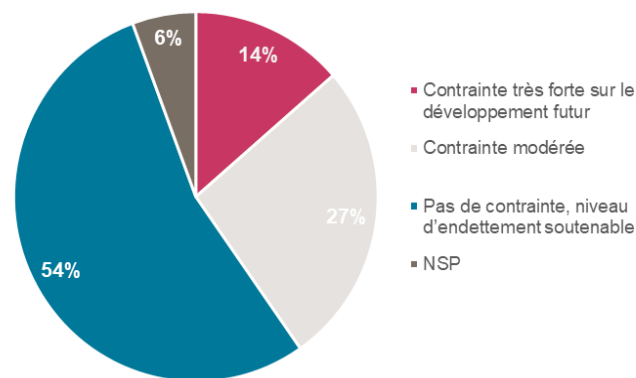
54%

des dirigeants jugent que le niveau d'endettement n'exerce pas de contrainte pour le développement de leur PME

Evolution de l'endettement au cours de la crise



Contraintes exercées par l'endettement sur le développement de l'entreprise



Base : Ensemble des répondants ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE | BAROMÈTRE TRIMESTRIEL | FÉVRIER 2021

Impact de la crise sur le financement des entreprises (4/6)



- Depuis le début de la crise sanitaire, diriez-vous que le niveau de fonds propres de votre entreprise sont :
- Estimez-vous que le niveau des fonds propres de votre entreprise exerce une contrainte pour aborder la phase de reprise en cours et les éventuels projets de développement ?

Une majorité de dirigeants de PME/TPE (53 %) déclarent que le niveau de fonds propres de leur entreprise est resté stable ou a augmenté au cours de la crise. *A contrario*, 43 % d'entre eux font état d'un recul de leur niveau de fonds propres. Ce recul est compris entre - 5 % et - 20 % pour 26 % des dirigeants, entre -20 % et -50 % pour 7 % et supérieur à -50 % pour 10 % d'entre eux.

16 % des chefs d'entreprise ayant répondu déclarent que le niveau des fonds propres de leur entreprise constitue une contrainte forte pour aborder la phase de reprise et pour les éventuels projets de développement. Cette proportion est stable par rapport à l'interrogation de fin octobre et est en recul par rapport à septembre. Pour 34 % des dirigeants de PME/TPE, la contrainte exercée par le niveau des fonds propres est jugée modérée. Cette proportion diminue depuis septembre. 45 % la jugent même inexistante (contre 37 % en septembre).

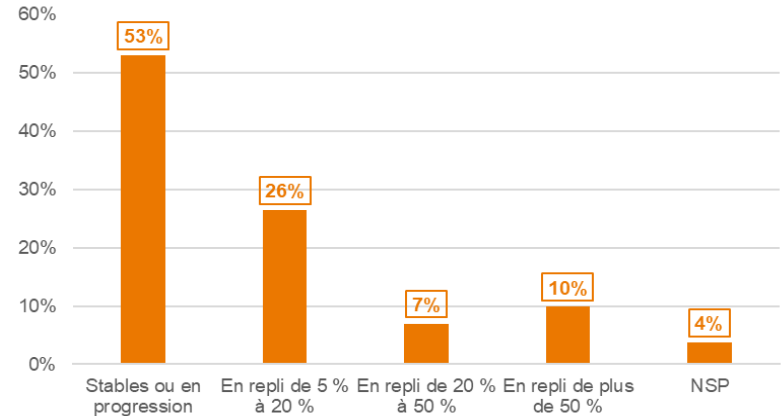
53%

des PME ont vu leur niveau de fonds propres rester stable ou s'accroître depuis la crise

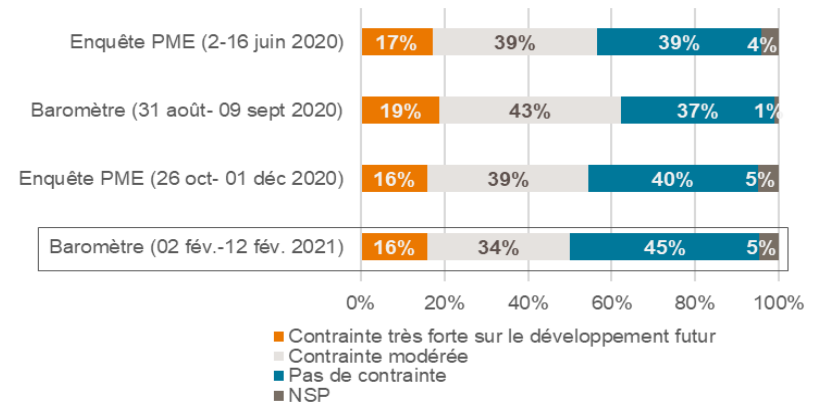
45%

des dirigeants jugent que le niveau de fonds de leur PME n'exerce pas de contrainte pour le développement futur

Evolution des fonds propres au cours de la crise



Contraintes exercées par les fonds propres sur le développement de l'entreprise



Base : Ensemble des répondants ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Impact de la crise sur le financement des entreprises (5/6)

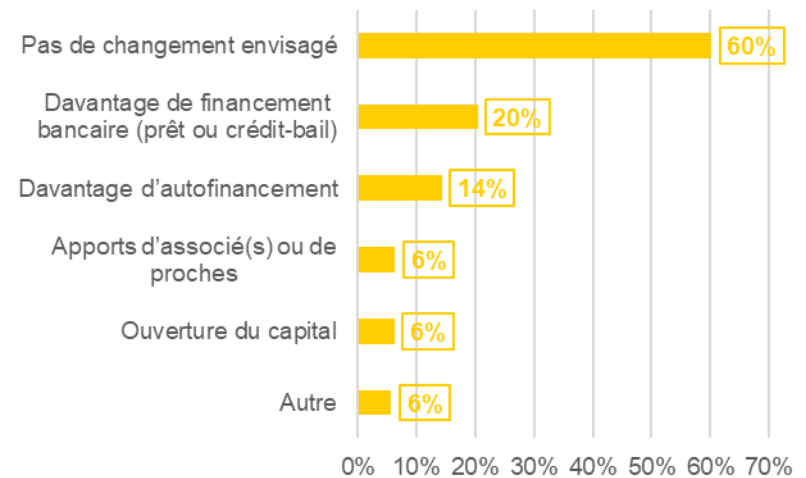


- En ce qui concerne les investissements de votre entreprise, envisagez-vous de faire évoluer leur(s) mode(s) de financement à la suite de la crise ?

La majorité des chefs d'entreprise déclarent ne pas envisager un changement de leur(s) mode(s) de financement à la suite de la crise (60 %).

40 % d'entre eux souhaitent toutefois le/les faire évoluer. Dans le détail, 20 % des dirigeants envisagent un recours plus important au financement bancaire tandis que 14 % privilégieraient désormais davantage d'autofinancement pour financer les projets d'investissement de leur entreprise. L'apport d'associé(s) ou de proches, l'ouverture de capital et le recours à d'autres moyens de financement (essentiellement subventions) demeurent des options plus marginales (ils représentent tous les trois 6 % des cas).

Evolution du mode de financement au regard de la crise



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Impact de la crise sur le financement des entreprises (6/6)



- Si demain, votre entreprise devait financer un développement marqué, seriez-vous prêt(e) à ouvrir votre capital ?
- Pour quel(s) objectif(s) ?
- Sous quelle(s) forme(s) privilégiée(s) le feriez-vous ?

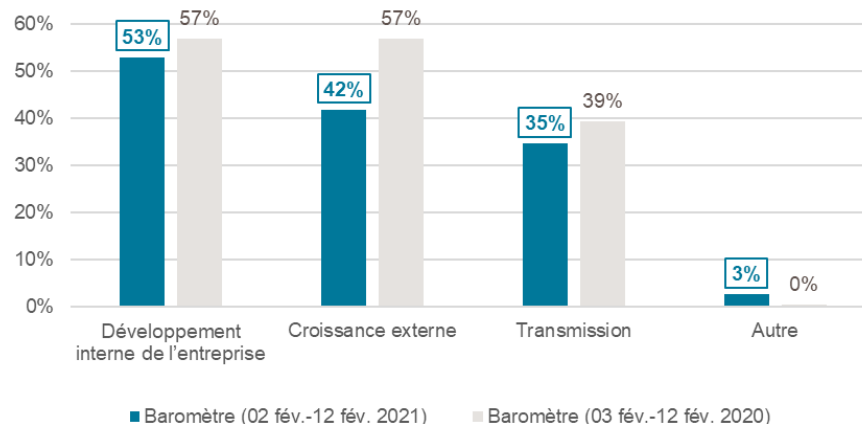
41 % des dirigeants de PME/TPE se déclarent prêts à ouvrir le capital de leur entreprise en cas de besoin de financement d'un développement marqué, soit une proportion quasi-stable sur un an (42 % en février 2020).

Pour plus de la moitié d'entre eux (53 %), ils le feraient dans un objectif de développement interne de leur entreprise. 42 % l'envisageraient dans un objectif de croissance externe, une proportion en nette baisse sur un an (57 % en février 2020). 35 % songeraient à ouvrir leur capital en vue d'une transmission.

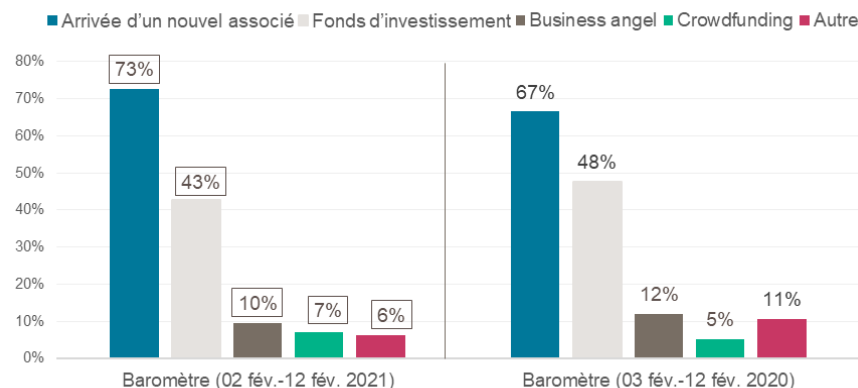
L'ouverture du capital se ferait pour la majorité des PME/TPE par l'arrivée d'un nouvel associé (73 %). Elles étaient 67 % à envisager cette option en février de l'année dernière. 43 % d'entre elles privilégieraient le recours à des fonds d'investissement (48 % en février 2020). Le recours envisagé à un *business angel*, à une solution de *crowdfunding* ou à toute autre solution demeurent plus marginales (respectivement 10, 7 et 6 % des cas).

41%
des PME se déclarent prêtes à ouvrir leur capital en cas de développement marqué

Objectifs d'ouverture du capital



Principales formes d'ouverture du capital envisagées



Base : PME qui seraient prêtes à ouvrir leur capital ; Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 1728 dirigeants de PME/TPE du 2 au 12 février 2021. L'analyse en première partie porte sur les 517 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 507 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur l'impact de la crise) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)